

Les arrêtés précités restent toutefois d'application aux marchés pour lesquels le Ministre communautaire a délivré la promesse ferme d'intervention de la Région avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1987.

Art. 10. Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement,
J. LENSSSENS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1654

2 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 48, 49, 50 et l'article 76, inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le Budget dans ses attributions, donné le 10 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions communes Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le Logement dans ses attributions;

2° administration : l'Inspection générale du Logement du Ministère de la Région wallonne;

3° délégués du Ministre : les personnes désignées au sein de l'administration, en ce compris les membres des Comités régionaux du Logement, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;

4° logement : la maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'une famille;

5° demandeur : la personne ou les personnes physiques qui sollicitent la prime déterminée par le présent arrêté en vue d'acquérir la propriété ou la copropriété d'un logement;

6° revenus : les revenus soumis à l'impôt des personnes physiques, du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la demande;

7° enfant à charge : l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur ou à son conjoint ou à la personne avec laquelle le demandeur vit maritalement, à la date de la demande.

Est compté pour deux enfants à charge, l'enfant atteint à 66 p.c. ou moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale.

En outre, est compté pour un enfant à charge, le demandeur ou son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité.

Art. 2. § 1er. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, il est accordé, aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime aux particuliers qui, dans la Région wallonne :

1° construisent ou font construire un logement pour leur compte ou en acquièrent la propriété en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention, et pour autant que ce logement n'ait jamais été occupé;

2° achètent pour leur compte un logement construit ou à construire appartenant à des personnes de droit public.

§ 2. Il n'est accordé qu'une prime par demandeur en application du présent arrêté.

Le précédent alinéa ne s'applique pas si le bénéficiaire de la prime a été tenu de la rembourser dans l'hypothèse visée à l'article 10, alinéa 1er, 2°.

Art. 3. A la date de la demande, le demandeur doit :

1° être âgé de 21 ans au moins ou mineur émancipé;

2° résider depuis un an au moins en Belgique;

3° souscrire, ainsi que son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement, aux engagements suivants et s'engager à les observer pendant une période ininterrompue de dix ans prenant cours à la date de la notification définitive de l'octroi de la prime :

a) si des travaux d'agrandissement sont effectués, ne pas dépasser les superficies prévues à l'article 4, en fonction de la composition du ménage au moment où ces travaux sont exécutés;

b) ne pas y exercer une activité professionnelle, sauf si un local ou des locaux ont été réservés à cet effet, conformément à l'article 4;

c) ne pas y installer un débit de boissons, un restaurant ou une auberge;

d) assurer le logement contre l'incendie, la foudre et les explosions, pour la totalité de sa valeur, auprès d'une compagnie belge ou établie en Belgique, et acquitter régulièrement les primes de cette assurance;

e) ne pas aliéner le logement, ni le donner en location en tout ou en partie, cet engagement cessant de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint ou de la personne avec qui il vit maritalement;

f) consentir à la visite du logement par les délégués du Ministre.

Art. 4. § 1er. Le logement faisant l'objet de la demande de prime doit répondre aux conditions suivantes :

1° La superficie des pièces destinées exclusivement à l'habitation ne peut dépasser 100 m² s'il s'agit d'une maison unifamiliale et 80 m² s'il s'agit d'un appartement.

Ce maximum est majoré de 15 m² :

a) pour chaque enfant non marié du demandeur ou de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et qui habite sous le même toit que le demandeur;

b) pour chacun des ascendants du demandeur ou de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement qui cohabite avec le demandeur, pour autant que celui-ci s'engage à fournir la preuve de cette cohabitation à l'administration au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation du logement.

En outre une majoration de 30 m² est accordée au demandeur marié depuis moins de 10 ans à la date de la demande.

2° La superficie totale du logement ne peut être supérieure de plus d'un tiers à la superficie des pièces exclusivement destinées à l'habitation.

N'interviennent pas dans le calcul de la superficie totale, les caves, les greniers non aménagés en pièces d'habitations, les annexes non habitables, le garage incorporé et les locaux à usage professionnel.

Lorsque l'immeuble faisant l'objet de la demande comporte des locaux destinés à l'exercice d'une activité professionnelle, le demandeur doit administrer la preuve de l'exercice de cette activité professionnelle.

Le Ministre détermine la manière dont cette preuve doit être administrée.

Les modalités de calcul de superficie visées au présent article sont déterminées par le Ministre.

§ 2. Le Ministre peut déroger aux conditions visées au § 1er en raison du handicap dont est atteint le demandeur ou un membre de son ménage cohabitant avec lui.

Art. 5. A la date de la demande de prime, le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être, seul ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

1° soit d'une maison insalubre par surpeuplement ou insalubre par nature et non susceptible d'assainissement et pour autant que cette habitation soit occupée par le demandeur et son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement;

2° soit d'une ou de plusieurs habitations insalubres par nature et non susceptibles d'assainissement sises sur le terrain devant servir d'assiette à l'habitation à construire avec le bénéfice de la prime.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par le Ministre sur base d'un rapport de l'administration.

L'habitation est considérée comme insalubre par nature et non susceptible d'assainissement si le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement a été reconnu admissible au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi pour la Région wallonne, d'avantages à la démolition des habitations insalubres non améliorables ou si l'habitation est reconnue comme telle par le Ministre sur base d'un rapport de l'administration.

La dérogation visée à l'alinéa 2 est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° en cas de pleine propriété :

— s'il s'agit d'une habitation insalubre par surpeuplement, le demandeur ou son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à la mettre en vente dès l'occupation de l'habitation construite avec le bénéfice de la prime;

— s'il s'agit d'une habitation insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, le demandeur ou son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à la faire démolir ou à ne plus la destiner à l'habitation à dater de l'occupation de l'habitation construite avec le bénéfice de la prime;

2° en cas d'usufruit, le demandeur ou son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à renoncer à leur usufruit, dès l'occupation de l'habitation construite avec le bénéfice de la prime.

Le bourgmestre constate, sans délai, l'observation ou l'inobservation des engagements prévus aux 1° et 2° et informe immédiatement le Ministre de ses constatations.

Art. 6. Lorsque les revenus déterminés conformément à l'article 1er, 6°, n'excèdent pas les sommes fixées ci-après, le montant de la prime est déterminé de la manière suivante :

— pour des revenus ne dépassant pas 950 000 F, le montant de la prime est de 130 000 F;

— pour des revenus de 950 001 F à 1 000 000 F, le montant de la prime est de 100 000 F;

— pour des revenus de 1 000 001 F à 1 050 000 F, le montant de la prime est de 70 000 F.

Art. 7. Les plafonds de revenus visés à l'article 6, sont majorés de 50 000 F par enfant à charge.

Ces plafonds ainsi que le montant de la majoration éventuelle de 50 000 F sont adaptés au 1er janvier de chaque année à concurrence du coefficient d'augmentation de la moyenne des indices des prix à la consommation du royaume fixés pour l'année qui précède celle des revenus par rapport à la moyenne des indices de l'année précédente.

Pour la détermination de la moyenne des indices, les fractions de centièmes sont arrondies au centième supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent cinq millièmes ou qu'elles sont inférieures à cette fraction.

Les montants réadaptés en raison des variations de l'indice des prix à la consommation sont arrondis à la centaine supérieure ou à la centaine inférieure selon que les chiffres des dizaines et des unités atteignent ou non cinquante francs.

Art. 8. Le montant de la prime déterminé selon les dispositions de l'article 6, est majoré de 20 p.c. pour chacun des enfants à charge.

En outre, une majoration de 10 p.c. du montant de la prime déterminé selon les dispositions de l'article 6, est accordée au demandeur marié depuis moins de 10 ans à la date de la demande.

Art. 9. § 1er. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite sous pli recommandé à la poste, le cachet de la poste faisant foi de sa date, au moyen du formulaire délivré par l'administration.

§ 2. Le demandeur joint à sa demande les avertissements, extraits de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques établissant le montant des revenus visés à l'article 1er, 6°, ou, à défaut, une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale.

Si le demandeur et son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent produire les pièces visées à l'alinéa 1er, ils signent une déclaration autorisant l'administration à réclamer les renseignements nécessaires auprès des services compétents du Ministère des Finances.

Art. 10. Le bénéficiaire d'une prime est tenu de la rembourser :

- 1° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime accordée par le présent arrêté;
- 2° en cas de manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Le recouvrement des primes, en application du présent article, est confié au Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières à l'octroi de primes à la construction*

Art. 11. § 1er. La demande de prime doit être adressée à l'administration, au plus tard, dans les trois mois de la notification du permis ou de l'expiration des délais valant octroi du permis de bâtir relatif au logement faisant l'objet de la demande ou dans les trois mois de la signature du compromis de vente en cas d'acquisition d'un logement qui n'a jamais été occupé.

§ 2. A la date de la demande, le demandeur doit souscrire les engagements suivants :

1° faire construire le logement selon les plans et cahier des charges établis conformément aux prescriptions déterminées à l'article 4 et approuvés par la direction provinciale compétente de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

2° occuper à titre principal le logement au plus tard à partir du 13e mois à dater de la notification définitive d'octroi de la prime, et ce, de manière ininterrompue jusqu'à l'échéance du délai de dix ans prenant cours à la date de la notification précitée.

Si, à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps intervenant après l'introduction de la demande, le demandeur ou son conjoint occupe seul le logement, il est satisfait à la condition d'occupation visée au paragraphe 2, alinéa 1er.

L'obligation d'occuper le logement cesse de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

Art. 12. Une promesse d'octroi de la prime est adressée au demandeur dès que sa demande a pu être approuvée par l'administration.

La notification définitive d'octroi suivie de la liquidation de la prime interviennent moyennant production par le demandeur d'un certificat du bourgmestre de la commune concernée attestant que le gros-œuvre du logement est terminé.

Art. 13. La demande de prime, de même que la promesse d'octroi, deviennent caduques lorsque le gros-œuvre n'a pas été achevé ou que l'attestation visée à l'article 12 n'a pas été introduite dans les trente-six mois de la date de la demande.

Le délai de validité peut toutefois être prorogé de douze mois par le Ministre lorsqu'il estime que l'achèvement du gros-œuvre ou la transmission de l'attestation du bourgmestre ont été retardés pour cas fortuit ou force majeure, et pour autant qu'une demande de prorogation motivée soit introduite par le demandeur, par lettre recommandée à la poste, auprès de l'administration avant l'échéance du délai de trente-six mois.

Art. 14. § 1er. Le montant de la prime, fixé en application de l'article 6 du présent arrêté est majoré :

- 1° de 40 000 F si le logement faisant l'objet de la demande se situe :
 - soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;
 - soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visés à l'article 322-12 du même code;
 - soit en zone d'habitat continu, en cas de construction entre deux pignons existants;
- 2° de 70 000 F en cas de démolition préalable d'un logement reconnu insalubre non améliorable par le bourgmestre ou les délégués du Ministre et de reconstruction, sur la parcelle ainsi libérée, du logement faisant l'objet de la demande.

§ 2. La majoration de 70 000 F prévue par le présent article ne peut être cumulée avec le bénéfice d'une allocation de démolition octroyée en vertu de l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition des habitations insalubres non améliorables.

§ 3. Le cumul des avantages prévus au paragraphe 1er du présent article est autorisé.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières à l'octroi de primes à l'acquisition*

Art. 15. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par « logement appartenant à des personnes de droit public », tout logement appartenant à la Région wallonne, à la Société régionale wallonne du Logement ou à l'une de ses sociétés agréées, à une commune, à une association de communes ou à un centre public d'aide sociale.

Art. 16. Le prix de vente du logement faisant l'objet de la demande de prime doit être établi par expertise du receveur de l'enregistrement compétent et approuvé par l'autorité compétente.

Cette expertise n'est toutefois pas requise lorsque l'acquisition a pour objet un logement construit au cours des deux années précédant la date à laquelle la demande de prime est transmise à l'administration par l'organisme vendeur conformément à l'article 17.

Art. 17. La demande de prime est adressée à l'organisme vendeur qui la transmet à l'administration avant la passation de l'acte d'achat :

- 1° directement si le vendeur est la Région wallonne, une commune, une association de communes, la Société régionale wallonne du Logement ou un centre public d'aide sociale;
- 2° par l'intermédiaire de la Société régionale wallonne du Logement, si le vendeur est une société agréée par celle-ci.

Art. 18. A la date de la demande, le demandeur doit s'engager à occuper le logement, au plus tard à partir du septième mois qui suit celui de la passation de l'acte d'achat, et ce, de manière ininterrompue jusqu'à l'échéance du délai de dix ans prenant cours à la date de la notification définitive d'octroi de la prime.

Les dispositions de l'article 11, § 2, 2°, alinéas 2 et 3 sont également applicables à l'engagement visé par le présent article.

Art. 19. Une promesse d'octroi de la prime est notifiée au demandeur après réception par l'administration du document établissant que le prix de vente a été fixé et approuvé conformément à l'article 16 du présent arrêté.

La prime ne peut être accordée lorsque la passation de l'acte a lieu avant la notification visée à l'alinéa 1er.

Art. 20. La demande de prime de même que la promesse d'octroi deviennent caduques si l'acte d'achat n'est pas passé dans les trois ans qui suivent la date d'introduction de la demande.

Art. 21. La prime est octroyée au demandeur sous forme d'une réduction du prix de vente. Elle est versée par la Région wallonne à l'organisme vendeur.

Art. 22. Le montant de la prime établi conformément aux dispositions des articles 6 et 8 ne peut en aucun cas excéder 12 p.c. du prix de vente du logement.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 23. § 1er. Jusqu'à l'exécution complète des dispositions de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, relative à la restructuration des organismes publics du logement, le présent arrêté, notamment le chapitre III est applicable aux primes à l'acquisition de logements appartenant à la Société nationale du logement, à la Société nationale terrienne et à leurs sociétés agréées.

§ 2. Pour l'application de l'article 17, la demande de prime est transmise directement à l'administration par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne, lorsqu'elles interviennent en qualité de vendeur. La demande de prime est transmise à l'administration par l'intermédiaire de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne, lorsque le vendeur est une de leurs sociétés agréées.

Art. 24. § 1er. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour la construction d'habitations dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983.

2° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour l'acquisition d'habitations appartenant au secteur public dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978, par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1985.

§ 2. A titre transitoire, les dispositions visées au § 1er, 1° et 2° restent d'application pour toute demande introduite entre le 15 septembre 1987 et le 31 décembre 1987, qui ne répond pas aux conditions du présent arrêté.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 1987.

Art. 26. Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1654

2. JULI 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 48, 49, 50 und des Artikels 76, eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1976;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 10. Juni 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Gemeinsame Bestimmungen Definitionen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung : die Generalinspektion des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Beauftragten des Ministers : die innerhalb der Verwaltung bestellten Personen, einschließlich der Mitglieder der regionalen Wohnungskomitees, die mit der Überprüfung der Erfüllung der durch vorliegenden Erlaß auferlegten Verpflichtungen beauftragt sind;

4° Wohnung : das Haus oder das Appartement, das in erster Linie der Unterbringung und dem Zusammenleben einer Familie dient;

5° Antragsteller : die natürliche Person bzw. die natürlichen Personen, die die durch den vorliegenden Erlaß angegebene Prämie beantragen, um das Eigentum oder das Miteigentum einer Wohnung zu erwerben;

6° Einkommen : das Einkommen, das mit der Steuer auf das Einkommen der natürlichen Personen belegt ist und das der Antragsteller und sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, im vorletzten Jahr vor demjenigen der Antragstellung erhalten haben;

7° Unterhaltsberechtigtem Kind : das Kind, für das dem Antragsteller und sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, am Tag der Antragstellung Kinder- oder Waisenzulagen gewährt werden.

Das Kind, das an einer mindestens 66 Pzt. Unzulänglichkeit oder Verminderung der körperlichen oder geistigen Fähigkeit leidet, wird für zwei Kinder gerechnet.

Ferner wird der Antragsteller und sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, für ein unterhaltsberechtigtes Kind gerechnet, wenn es bzw. sie an einer Unzulänglichkeit oder Verminderung der Fähigkeit des gleichen Grades leidet.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel können Privatpersonen unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen eine Prämie erhalten, wenn sie in der Wallonischen Region :

1° für eigene Rechnung eine Wohnung bauen bzw. bauen lassen oder aufgrund eines mit einem privaten Unternehmen abgeschlossenen Abkommens deren Eigentum erwerben, unabhängig von der Art oder der Bezeichnung dieses Abkommens und sofern diese Wohnung nie benutzt worden ist;

2° für eigene Rechnung eine gebaute oder zu bauende Wohnung kaufen, die Personen öffentlichen Rechts gehört.

§ 2. Es wird nur eine Prämie pro Antragsteller in Anwendung dieses Erlasses gewährt.

Vorangehender Absatz kommt nicht zur Anwendung, wenn der Empfänger der Prämie diese in dem in Artikel 10, Absatz 1, Punkt 2, erwähnten Fall zurückzahlen mußte.

Art. 3. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller :

1° mindestens 21 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2° seit mindestens einem Jahr in Belgien wohnen;

3° mit seinem Ehepartner oder der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, folgende Verpflichtungen eingehen und sich verpflichten, diese während einer ununterbrochenen Periode von zehn Jahren, die ab dem Tag des endgültigen Bescheids über die Prämienbewilligung gilt, einzuhalten :

a) wenn Ausbauarbeiten durchgeführt werden, nicht den Flächeninhalt überschreiten, der je nach der Zusammensetzung des Haushalts zum Zeitpunkt der Arbeiten in Artikel 4 vorgesehen ist;

b) keine Berufstätigkeit dort ausüben, außer wenn ein Raum bzw. Räume gemäß Artikel 4 für diesen Zweck bestimmt worden sind;

c) weder einen Ausschank noch ein Restaurant noch ein Gasthaus dort einrichten;

d) die Wohnung für ihren Gesamtwert bei einer Belgischen oder in Belgien etablierten Gesellschaft gegen Brand-, Blitz- und Explosionsschäden versichern und die Prämien dieser Versicherung regelmäßig begleichen;

e) die Wohnung weder veräußern noch ganz oder teilweise vermieten, wobei diese Verpflichtung mit dem Tode des Antragstellers oder seines Ehepartners oder der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, automatisch endet;

f) die Wohnung von den Beauftragten des Ministers besichtigen lassen.

Art. 4. § 1. Die Wohnung, die den Gegenstand des Prämienantrags bildet, muß folgenden Bedingungen entsprechen :

1° Der Flächeninhalt der Räume, die ausschließlich Wohnzwecken dienen, darf für eine Einfamilienwohnung 100 m² und für ein Appartement 80 m² nicht überschreiten;

Diese Höchstfläche wird um 15 m² erhöht;

a) für jedes unverheiratete Kind des Antragstellers und seines Ehepartners oder der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, wenn es mit dem Antragsteller unter einem Dach wohnt;

b) für jeden der Verwandten in aufsteigender Linie des Antragstellers oder seines Ehepartners oder der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebender Person, der mit dem Antragsteller zusammen wohnt, sofern letzterer sich verpflichtet, spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Benutzung der Wohnung den Nachweis für dieses Zusammenwohnen bei der Verwaltung zu erbringen.

Ferner wird dem Antragsteller, der am Tag der Antragstellung seit mindestens zehn Jahren verheiratet ist, eine Erhöhung von 30 m² gewährt;

2° Die Gesamtfläche der Wohnung darf nicht mehr als ein Drittel der Fläche der Räume überschreiten, die ausschließlich für Wohnzwecke bestimmt sind.

Bei der Berechnung der Gesamtfläche werden die Kellerräume, die nicht zu Wohnräumen umgebauten Dachgeschosse, die nicht bewohnbaren Nebengebäude, die Hausgarage und die Räume für berufliche Zwecke nicht berücksichtigt.

Wenn das Gebäude, das den Gegenstand des Antrags bildet, Räume umfaßt, die für die Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bestimmt sind, muß der Antragsteller den Nachweis für die Ausübung dieser Tätigkeit erbringen.

Der Minister bestimmt die Art und Weise, wie dieser Nachweis zu erbringen ist. Die Modalitäten für die Berechnung der im vorliegenden Artikel erwähnten Flächen werden vom Minister festgelegt.

§ 2. Der Minister kann wegen einer Behinderung, an der der Antragsteller oder ein mit ihm wohnendes Mitglied seines Haushalts leidet, von den in § 1 angegebenen Bedingungen abweichen.

Art. 5. Am Tag der Antragstellung dürfen der Antragsteller, sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, weder allein noch zusammen Eigentümer oder Nießbraucher einer anderen Wohnung sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn :

1° es sich um ein Haus handelt, das wegen Überbelegung oder von Natur aus gesundheitsschädlich und nicht sanierbar ist, und sofern diese Wohnung von dem Antragsteller und seinem Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, bewohnt wird;

2° es sich um eine oder mehrere Wohnungen handelt, die von Natur aus gesundheitsschädlich und nicht sanierbar sind und auf einem Grundstück gelegen sind, wo die mit der Prämie zu bauende Wohnung errichtet werden soll.

Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbelegung wird aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister festgestellt.

Die Wohnung wird als von Natur aus gesundheitsschädlich und nicht sanierbar betrachtet, wenn dem Antragsteller, seinem Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, das Anrecht auf die Beihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlaß vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch der nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister als solche anerkannt worden ist.

Für die in Absatz 2 erwähnte Abweichung müssen folgende Bedingungen erfüllt werden :

1° Im Falle eines Alleineigentums :

— wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller oder sein Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird;

— wenn es sich um eine von Natur aus gesundheitsschädliche und nicht sanierbare Wohnung handelt, müssen der Antragsteller oder sein Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr für Wohnungszwecke zu bestimmen, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird;

2° im Falle eines Nießbrauchs müssen der Antragsteller oder sein Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf ihren Nießbrauch zu verzichten, sobald die mit der Prämie gebaute Wohnung bezogen wird.

Der Bürgermeister stellt die Beachtung oder die Nichtbeachtung der in den Punkten 1 und 2 vorgesehenen Verpflichtungen sofort fest und informiert den Minister unverzüglich über seine Befunde.

Art. 6. Wenn das gemäß Artikel 1, Punkt 6 bestimmte Einkommen nachstehende Summen nicht überschreitet, wird der Betrag der Prämie folgendermaßen festgelegt :

- für das Einkommen, das nicht über 950 000 BF liegt, beträgt die Prämie 130 000 BF;
- für das Einkommen zwischen 950 001 BF und 1 000 000 BF, beträgt die Prämie 100 000 BF;
- für das Einkommen zwischen 1 000 001 BF und 1 050 000 BF, beträgt die Prämie 70 000 BF.

Art. 7. Die in Artikel 6 erwähnten Einkommensgrenzen werden pro unterhaltsberechtigtes Kind um 50 000 BF erhöht.

Diese Einkommensgrenzen sowie der Betrag der eventuellen Erhöhung von 50 000 BF werden am 1. Januar eines jeden Jahres angepaßt bis zu dem Betrag des Koeffizienten der Erhöhung des Durchschnitts der für das Jahr vor demjenigen des Einkommens festgelegten Verbraucherpreisindizes des Königreichs im Verhältnis zu dem Durchschnitt der Indizes des vorangehenden Jahres.

Für die Bestimmung des Durchschnitts der Indizes werden die Brüche von Hundertstel auf das volle Hundertstel nach oben oder nach unten abgerundet, je nachdem ob sie fünf Tausendstel erreichen bzw. überschreiten oder ob sie unter diesem Bruch liegen.

Die wegen der Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepaßten Beträge werden auf den vollen Hundertnach oben oder nach unten abgerundet, je nachdem ob die Zehner- und Einerstellen fünfzig Franken einreichen oder nicht.

Art. 8. Der gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 bestimmte Betrag der Prämie wird für jedes der unterhaltsberechtigten Kinder um 20 Pzt. erhöht.

Ferner wird dem Antragsteller, der am Tag der Antragstellung seit mindestens 10 Jahren verheiratet ist, eine Erhöhung von 10 Pzt. des gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 bestimmten Betrags der Prämie gewährt.

Art. 9. § 1. Bei Strafe der Unzulässigkeit muß der Antrag auf Prämie anhand des von der Verwaltung ausgestellten Formulars per Einschreiben gestellt werden, wobei das Datum des Poststempels als Tag der Antragstellung gilt.

§ 2. Der Antragsteller fügt seinem Antrag die Einkommensteuerbescheide, die den Betrag des in Artikel 1, Punkt 6 erwähnten Einkommens belegen, oder in deren Ermangelung eine von der Gemeindeverwaltung beglaubigte Kopie dieser Dokumente bei.

Wenn der Antragsteller und seine Ehepartner oder die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, die in Absatz 1 erwähnten Belege nicht beibringen können, unterzeichnen sie eine Erklärung, die der Verwaltung erlaubt, die notwendigen Auskünfte bei den zuständigen Dienststellen des Finanzministeriums anzufordern.

Art. 10. Der Empfänger einer Prämie muß diese zurückzahlen :

1° wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die durch vorliegenden Erlaß gewährte Prämie zu erhalten;

2° wenn er die gemäß dem vorliegenden Erlaß eingegangenen Verpflichtungen nicht einhält.

Die Einforderung der Prämien in Anwendung des vorliegenden Artikels wird dem Ministerium der Wallonischen Region anvertraut.

KAPITEL II. — Besondere Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung der Bauprämie

Art. 11. § 1. Der Prämienantrag muß spätestens binnen drei Monaten nach der Zustellung der Baugenehmigung oder nach dem Ablauf der Fristen, durch den die Baugenehmigung bezüglich der im Antrag erwähnten Wohnung als erteilt gilt, oder, im Falle des Erwerbs einer nie benutzten Wohnung, binnen drei Monaten nach der Unterzeichnung der Verkaufszusage bei der Verwaltung gestellt werden.

§ 2. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller folgende Verpflichtungen eingehen :

1° die Wohnung nach den Plänen und Lastenheften bauen lassen, die gemäß den in Artikel 4 festgelegten Vorschriften angefertigt und von der zuständigen Provinzialdirektion für Raumordnung und Städtebau genehmigt worden sind;

2° spätestens ab dem 13. Monat nach dem endgültigen Bescheid über die Prämienbewilligung die Wohnung als Hauptwohnsitz benutzen, und zwar ununterbrochen bis zum Ablauf der zehnjährigen Frist, die ab dem Tag des vorerwähnten Bescheids gilt.

Wenn der Antragsteller oder sein Ehepartner infolge einer Scheidung bzw. einer Trennung von Tisch und Bett, die nach der Antragstellung stattgefunden hat, die Wohnung allein benutzt, gilt die in Paragraph 2, Absatz 1 erwähnte Bedingung in bezug auf die Benutzung als erfüllt.

Die Pflicht, die Wohnung zu benutzen, endet automatisch mit dem Tod des Antragstellers oder seines Ehepartners oder der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt.

Art. 12. Dem Antragsteller wird eine Zusage der Prämienbewilligung geschickt, sobald sein Antrag von der Verwaltung genehmigt werden konnte.

Der endgültige Bescheid über die Bewilligung der Prämie sowie die Auszahlung der Prämie erfolgen, nachdem der Antragsteller eine Bescheinigung vorgelegt hat, in der der Bürgermeister der betreffenden Gemeinde die Beendigung des Rohbaus der Wohnung bestätigt.

Art. 13. Der Prämienantrag sowie die Zusage der Prämienbewilligung werden hinfällig, wenn der Rohbau nicht beendet worden ist oder wenn die in Artikel 12 erwähnte Bescheinigung nicht innerhalb dreißig Monaten nach dem Tag der Antragstellung eingereicht worden ist.

Der Minister kann die Gültigkeitsdauer jedoch um zwölf Monate verlängern, wenn er der Ansicht ist, die Beendigung des Rohbaus oder die Übermittlung der Bescheinigung des Bürgermeisters sei durch Zufall oder einen Fall höherer Gewalt verzögert worden und sofern der Antragsteller vor Ablauf der Frist von sechsunddreißig Monaten einen begründeten Verlängerungsantrag bei der Verwaltung per Einschreiben einreicht.

Art. 14. § 1. Der in Anwendung von Artikel 6 des vorliegenden Erlasses festgelegte Betrag der Prämie wird erhöht :

1° um 40 000 BF, wenn die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet :

- entweder in einem in Artikel 309 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten Umkreis gelegen ist;
- oder in einem Gemeindegebiet oder einem Teil des Gemeindegebietes gelegen ist, die in Artikel 322-12 desselben Gesetzbuches erwähnt sind;
- oder, im Falle eines Baus zwischen zwei bestehenden Giebelwänden, in einem durchgehenden Wohnbereich gelegen ist;

2° um 70 000 BF, wenn die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, auf einer Parzelle gebaut wird, wo vorher eine vom Bürgermeister oder von den Beauftragten des Ministers als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannte Wohnung abgerissen worden ist.

§ 2. Die im vorliegenden Artikel vorgesehene Erhöhung von 70 000 Franken darf nicht mit einer Abbruchbeihilfe kumuliert werden, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch der nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen gewährt worden ist.

§ 3. Die Kumulierung der in Paragraph 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Vorteile ist erlaubt.

KAPITEL III. — *Besondere Bestimmungen*

in Bezug auf die Gewährung von Prämien für den Erwerb einer Wohnung

Art. 15. Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter « Personen öffentlichen Rechts gehörende Wohnung » jede Wohnung, die der Wallonischen Region, der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien bzw. einer ihrer anerkannten Gesellschaften, einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung oder einem Öffentlichen Sozialhilfezentrum gehört.

Art. 16. Der Verkaufspreis der Wohnung, die den Gegenstand des Prämienantrags bildet, muß durch Abschätzung des Einnehmers des zuständigen Registrierungsamtes festgelegt und von der zuständigen Behörde genehmigt werden.

Diese Abschätzung ist aber nicht erforderlich, wenn der Erwerb eine Wohnung betrifft, die im Laufe der zwei Jahre vor dem Tag, an dem die verkaufende Einrichtung der Verwaltung den Prämienantrag gemäß Artikel 17 übermittelt, gebaut worden ist.

Art. 17. Der Prämienantrag wird bei der verkaufenden Einrichtung eingereicht, die ihn dann vor Abschluß des Kaufvertrags der Verwaltung übermittelt, und zwar :

1° auf direktem Wege, wenn der Verkäufer die Wallonische Region, eine Gemeinde, eine Gemeindevereinigung, die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder ein Öffentliches Sozialhilfezentrum ist;

2° über die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, wenn der Verkäufer eine von letzterer anerkannte Gesellschaft ist.

Art. 18. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller sich verpflichten, die Wohnung spätestens ab dem siebten Monat nach dem Abschluss des Kaufvertrags zu benutzen, und zwar ununterbrochen bis zum Ablauf der zehnjährigen Frist, die ab dem Tag des endgültigen Bescheids über die Prämienbewilligung gilt.

Die Bestimmungen von Artikel 11, § 2, Punkt 2, Absatz 1 und Absatz 2 finden ebenfalls Anwendung auf die im vorliegenden Artikel erwähnte Verpflichtung.

Art. 19. Dem Antragsteller wird eine Zusage der Prämienbewilligung zugestelt, nachdem die Verwaltung das Dokument erhalten hat, in dem belegt wird, daß der Verkaufspreis gemäß Artikel 16 des vorliegenden Erlasses festgelegt und genehmigt worden ist.

Die Prämie kann nicht gewährt werden, wenn der Abschluß des Vertrags vor der in Absatz 1 erwähnten Zustellung erfolgt.

Art. 20. Der Prämienantrag sowie die Zusage der Bewilligung der Prämie werden hinfällig, wenn der Kaufvertrag nicht innerhalb der drei Jahre, die dem Tag der Einreichung des Antrags folgen, abgeschlossen wird.

Art. 21. Die Prämie wird dem Antragsteller durch Herabsetzung des Verkaufspreises gewährt.

Sie wird der verkaufenden Einrichtung durch die Wallonische Region ausbezahlt.

Art. 22. Der gemäß den Bestimmungen der Artikel 6 und 8 festgelegte Betrag der Prämie darf auf keinen Fall 12 Pzt. des Verkaufspreises der Wohnung überschreiten.

KAPITEL IV. — *Schlussbestimmungen*

Art. 23. § 1. Bis zur vollständigen Durchführung der im Gesetz vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen enthaltenen Bestimmungen bezüglich der Umstrukturierung der öffentlichen Einrichtungen für Wohnungsbau findet vorliegender Erlaß, insbesondere Kapitel III, Anwendung auf die Prämien für den Erwerb von Wohnungen, die der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft, der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und deren anerkannten Gesellschaften gehören.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 17 erhält die Verwaltung den Prämienantrag direkt von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und von der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung, wenn diese als Verkäufer handeln. Die Verwaltung erhält den Prämienantrag durch Vermittlung der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung, wenn der Verkäufer eine ihrer anerkannten Gesellschaften ist.

Art. 24. § 1. Folgende Erlasse werden aufgehoben :

1° der Königliche Erlaß vom 27. April 1977 über die Gewährung von Wohnungsbauprämien in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983;

2° der Königliche Erlaß vom 27. April 1977 über die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Wohnungen des öffentlichen Sektors in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978, durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1985.

§ 2. Vorübergehend finden die Bestimmungen der in § 1, Punkt 1 und Punkt 2 erwähnten Erlasse weiterhin Anwendung auf alle Anträge, die zwischen dem 15. September 1987 und 31. Dezember 1987 eingereicht worden sind und den Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht entsprechen.

Art. 25. Vorliegender Erlaß tritt am 15. September 1987 in Kraft.

Art. 26. Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 2. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 87 — 1854

2 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toekenning van bouwpremies en de toekenning van premies voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 48, 49, 50 en artikel 60, toegevoegd bij de wet van 19 juli 1976;

Gelet op het akkoord van 10 juni 1987 van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*
Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort;

2° bestuur : de algemene inspectie voor de Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° afgevaardigden van de Minister : de in de schoot van het bestuur aangewezen personen, met inbegrip van de leden van de gewestelijke maatschappijen voor de huisvesting welke met de controle van het nakomen van de door dit besluit opgelegde verplichtingen belast zijn;

4° woning : het huis of appartement hoofdzakelijk bestemd voor de huisvesting en het leven van een gezin;

5° aanvrager : de persoon of natuurlijke personen die de door dit besluit bepaalde premie vragen met het oog op het aankopen van het eigendom of het gemeenschappelijke eigendom van een woning;

6° inkomens : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van de aanvrager of van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont, die inkomens zijn die van het voorlaatste jaar welk het jaar van de premieaanvraag voorafgaat;

7° kind ten laste : het kind waarvoor op de datum van de aanvraag kinderbijslag of wezengeld worden toegekend aan de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie de aanvrager samenwoont.

Wordt als twee kinderen ten laste aangerekend, het kind dat voor ten minste 66 pct. getroffen is door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten wordt onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden een bouwpremie aan particulieren toegekend die in het Waalse Gewest:

1° voor eigen rekening een woning bouwen of laten bouwen of er de eigendom van verwerven krachtens een met een privéonderneming gesloten overeenkomst wat ook de aard of de benaming van deze overeenkomst zij en voor zover die woning nooit werd bewoond;

2° voor eigen rekening een gebouwde of een te bouwen woning kopen die tot publiekrechtelijke personen behoort.

§ 2. Bij toepassing van dit besluit wordt slechts één premie per aanvrager toegekend.

Het vorige lid is niet van toepassing indien wegens de in artikel 10, eerste lid, 2°, bedoelde bepaling de begunstigde van de bouwpremie zich ertoe gehouden was die premie terug te betalen.

Art. 3. Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager:

1° ten minste 21 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn;

2° sedert ten minste één jaar zijn verblijf in België hebben;

3° alsmede zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont de volgende verbintenissen onderschrijven waaraan hij moet voldoen gedurende een onafgebroken periode van tien jaar die ingaat op de datum van de definitieve kennisgeving van de toekenning van de bouwpremie :

- a) indien vergrotingswerken worden uitgevoerd, de in artikel 4 vastgestelde oppervlakten niet overschrijden rekening houdend met de samenstelling van het gezin op de datum van die werken;
- b) daarin geen beroepsactiviteiten uitoefenen behalve indien een lokaal of lokalen daartoe bestemd zijn;
- c) er geen drankgelegheid, restaurant of herberg in houden;
- d) de woning voor haar totale bouwwaarde tegen brand, bliksem en ontploffingen verzekeren bij een Belgische of een in België gevestigde maatschappij en regelmatig de premies voor deze verzekering kwijten;
- e) de woning niet vervreemden noch geheel of gedeeltelijk verhuren, deze verbintenis eindigt van rechtswege bij het overlijden van de aanvrager of van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont;
- f) toestaan dat de woning door de afgevaardigden van de Minister wordt bezocht.

Art. 4. § 1. De woning die het voorwerp is van de aanvraag om premie moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de oppervlakte van de woonvertrekken uitsluitend bestemd voor bewoning mag niet meer bedragen dan 100 m² wanneer het om een eengezinswoning gaat en 80 m² wanneer het om een appartement gaat;

2° dit maximum wordt met 15 m² verhoogd :

a) voor ieder ongehuwd kind van de aanvrager of van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont en die onder hetzelfde dak als de aanvrager woont;

b) voor iedere ascendent van de aanvrager of van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont die met de aanvrager onder hetzelfde dak woont, voor zover deze laatste zich ertoe verbindt ten laatste zes maanden na de eerste dag van bewoning van de woning het bestuur het bewijs van die inwoning te leveren.

Bovendien wordt een verhoging van 30 m² toegekend aan de aanvrager die op de datum van de aanvraag sedert minder dan tien jaar gehuwd is.

2° De totale oppervlakte van de woning mag niet meer dan één derde groter zijn van de oppervlakte van de voor de bewoning uitsluitend bestemde woonvertrekken.

Komen niet in aanmerking voor de berekening van de totale oppervlakte : de kelders, de niet in woonvertrekken ingerichte zolders, de onbewoonbare bijgebouwen, de ingebouwde garage en lokalen bestemd voor de uitoefening van een beroep.

Indien het gebouw dat het voorwerp is van de aanvraag lokalen bevat die voor de uitoefening van een beroepsactiviteit bestemd zijn, moet de aanvrager die beroepsactiviteit bewijzen.

§ 2. De Minister kan van de in § 1 bedoelde voorwaarden afwijken wegens de handicap waarmee de aanvrager of een lid van zijn gezin die met hem samenwoont getroffen is.

Art. 5. Op de datum van de aanvraag om premie mogen noch de aanvrager noch zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont alleen of samen eigenaar of vruchtgebruiker zijn van een andere woning.

Van die voorwaarde wordt afgeweken indien het gaat om :

1° hetzij een woning die ongezond wegens overbevolking of ongezond uiteraard en niet vatbaar voor gezondmaking is, en voor zover de aanvrager en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont die woning bewonen;

2° hetzij één of meer woningen die uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking zijn, en die gelegen zijn op het terrein dat als grondslag voor de met genot van de premie te bouwen woning moet dienen.

Dat de woning ongezond wegens overbevolking is, wordt vastgesteld door de Minister op basis van een verslag van het bestuur.

De woning wordt als ongezond uiteraard en niet vatbaar voor gezondmaking beschouwd wanneer de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont gerechtigd is verklaard tot het genot van de toelage, ingesteld bij het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de sloping van onverbeterbare, ongezonde woningen, of wanneer de woning als zodanig door de Minister op basis van een verslag van het bestuur.

De in lid 2 bedoelde afwijking wordt afhankelijk gemaakt van het nakomen van de volgende voorwaarden :

1° In geval van bezit in volle eigendom :

— bij een ongezonde woning wegens overbevolking moeten de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont zich ertoe verbinden ze te koop te stellen zodra zij de met genot van de premie gebouwde woning betrekken;

— bij een woning die uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking is, moeten de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont zich ertoe verbinden ze te slopen of ze niet langer als woning te laten dienen zodra zij de met genot van de premie gebouwde woning betrekken.

2° In geval van vruchtgebruik moeten de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont ertoe verplicht hun vruchtgebruik af te slaan zodra zij de met genot van de premie gebouwde woning betrekken.

De burgemeester stelt onverwijld vast of de onder 1° en 2° voorgeschreven verbintenissen al dan niet zijn nagekomen en deelt zijn bevindingen onmiddellijk mede aan de Minister.

Art. 6. Wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan de overeenkomstig artikel 1, 6°, hierna vastgestelde bedragen, wordt het bedrag van de premie als volgt vastgesteld :

— 130 000 F wanneer het inkomen niet meer dan 950 000 F bedraagt;

— 100 000 F wanneer het inkomen tussen 950 001 F en 1 000 000 F bedraagt;

— 70 000 F wanneer het inkomen tussen 1 000 001 F en 1 050 000 F bedraagt.

Art. 7. De plafonds van de onder artikel 6 bedoelde inkomens worden met 50 000 F per kind ten laste verhoogd.

Die maximumbedragen alsmede het bedrag van de eventuele verhoging van 50 000 F worden aangepast op 1 januari van ieder jaar in overeenstemming met de prijsverhogingscoëfficiënt van het gemiddelde van de indexcijfers der consumptieprijsen van het Rijk in vergelijking met het gemiddelde van de indexcijfers van het vorige jaar.

Voor de vaststelling van het gemiddelde van de indexcijfers worden fracties van honderdsten op het naasthogere of naastlagere honderdtal afgerond naargelang zij vijfduizendsten bedragen of overschrijden of zij minder dan die fractie bedragen.

De bedragen aangepast ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen worden op het naasthogere of naastlagere honderdtal afgerond naargelang de cijfers der tientallen en der eenheden vijftig frank bereiken of niet.

Art. 8. Het overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 vastgestelde premiebedrag wordt met 20 pct. verhoogd per kind ten laste.

Bovendien wordt een verhoging van 10 pct. van het overeenkomstig artikel 6 vastgestelde premiebedrag toegekend aan de aanvrager die op de datum van de aanvraag sedert minder dan 10 jaar gehuwd is.

Art. 9. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de premieaanvraag op het door het bestuur afgegeven formulier bij een ter post aangetekende brief ingediend worden, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

§ 2. De aanvrager voegt bij zijn aanvraag de aanslagbiljetten betreffende de personenbelasting die het bedrag van de onder artikel 1, 6^o bedoelde inkomens bewijzen of, bij gebreke, een door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard afschrift van die documenten.

Indien de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, de in lid 1 bedoelde documenten niet mogen afleveren, ondertekenen zij een verklaring waarbij de administratie ertoe gemachtigd is bij de bevoegde diensten van het Ministerie van Financien de nodige inlichtingen af te vragen.

Art. 10. De begunstigde van een premie wordt ertoe verplicht die premie terug te storten :

1^o wanneer hij een onjuiste of onvolledige aangifte doet om de bij dit besluit toegekende premie te kunnen verkrijgen;

2^o wanneer hij zich niet houdt aan de verbintenissen die hij overeenkomstig dit besluit heeft aangegaan.

De invordering van de premies wordt overeenkomstig dit besluit aan het Ministerie van het Waalse Gewest opgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen voor de toekenning van bouwpremies*

Art. 11. § 1. De premieaanvraag moet aan het bestuur toegezonden worden ten laatste binnen drie maanden na de bekendmaking van de vergunning of na het vervallen van de termijnen die gelden als toekenning van de bouwvergunning betreffende de woning die het voorwerp is van de aanvraag of binnen drie maanden na ondertekening van het koopcontract in geval van aankoop van een woning die nooit werd bewoond.

§ 2. Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager de volgende verbintenissen aangaan :

1^o de woning laten bouwen volgens de overeenkomstig de in artikel 4 vastgestelde bepalingen en de door de bevoegde provinciale directie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw goedgekeurde plannen en bestekken;

2^o de woning hoofdzakelijk bewonen ten laatste vanaf de 13e maand te rekenen vanaf de definitieve bekendmaking tot toekenning van de premie en tot het vervallen van een ononderbroken termijn van tien jaar te rekenen vanaf de datum van de bovenvermelde bekendmaking.

Indien de aanvrager ten gevolge van echtscheiding of van scheiding van tafel en bed na de indiening van de aanvraag de woning alleen bewoont, is er aan de in § 2, lid 1, bedoelde bewoningsvoorwaarde voldaan.

Bij overlijden van de aanvrager, van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont eindigt de verplichting de woning te bewonen van rechtswege.

Art. 12. De toezegging van de premie wordt aan de aanvrager toegezonden zodra zijn aanvraag door het bestuur mag goedgekeurd worden.

De definitieve bekendmaking tot toekenning gevolgd door de vereffening van de premie vinden plaats nadat de aanvrager een attest heeft overgelegd waarbij de burgemeester van de betrokken gemeente verklaard dat de ruwbouw van de desbetreffende woning voltooid is.

Art. 13. De aanvraag en ook de toezegging van de premie vervallen zo de ruwbouw niet voltooid is of zo het in artikel 12 bedoelde attest binnen zesendertig maanden te rekenen vanaf de datum van de aanvraag niet ingediend werd.

De Minister kan de geldigheidsduur met twaalf maanden verlengen indien hij oordeelt dat de voltooiing van de ruwbouw of de indiening van het attest van de burgemeester door onvoorziene omstandigheden of overmacht werden vertraagd en voor zover een met redenen omklede verlengingsaanvraag voor het vervallen van de termijn van zesendertig maanden bij een ter post aangetekende brief bij het bestuur wordt ingediend.

Art. 14. § 1. Het bedrag van de premie vastgesteld in toepassing van artikel 6 van dit besluit wordt verhoogd :

1^o met 40 000 F indien de woning die het voorwerp is van de aanvraag gelegen is :

— hetzij binnen de grenzen bedoeld in artikel 309 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw;

— hetzij in een gemeentelijk grondgebied of in een gedeelte van gemeentelijk grondgebied bedoeld in artikel 322-12 van hetzelfde Wetboek;

— hetzij in een ononderbroken woongebied in geval van constructie opgericht tussen twee bestaande puntgevels;

2^o met 70 000 F in geval van voorafgaande sloping van een door de burgemeester of de gemachtigden van de Minister erkende onverbeterbare ongezonde woning of in geval van wederopbouw op het zo vrijgestelde perceel van de woning die het voorwerp is van de aanvraag.

§ 2. De door dit artikel voorziene verhoging van 70 000 F kan niet gecumuleerd worden met het genot van een slopingstoelage toegekend krachtens het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van voordelen voor de sloping van onverbeterbare ongezonde woningen.

§ 3. Het cumuleren van de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde voordelen wordt toegelaten.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen eigen aan de toekenning van premies voor het kopen van woningen*

Art. 15. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient er te worden verstaan onder « woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen », iedere woning die toebehoort aan het Waalse Gewest, aan de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of aan één van haar erkende maatschappijen, aan een gemeente, een vereniging van gemeenten of aan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 16. De verkoopprijs van de woning die het voorwerp is van de premieaanvraag moet door expertise van de bevoegde ontvanger der registratie vastgesteld worden en door de bevoegde overheden goedgekeurd worden.

Die expertise is echter niet vereist wanneer het de aankoop betreft van een woning die gebouwd werd tijdens de twee jaar die de datum voorafgaan waarop de premieaanvraag overeenkomstig artikel 17 aan het bestuur door de koopinstelling wordt toegezonden.

Art. 17. De premieaanvraag wordt aan de verkoopinstelling toegezonden die ze aan het bestuur vóór het verlijden van de koopakte mededeelt :

1° rechtstreeks indien de koper het Waalse Gewest, een vereniging van gemeenten, de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is;

2° door bemiddeling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting indien de koper een door haar erkende maatschappij is.

Art. 18. Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager zich ertoe verbinden de woning ononderbroken te betrekken ten laatste vanaf de zevende maand die het verlijden van de koopakte volgt tot het vervallen van een termijn van tien jaar die ingaat op de datum van de definitieve kennisgeving tot de toekenning van de premie.

De bepalingen van artikel 11, § 2, 2°, leden 2 en 3 zijn ook van toepassing voor de door dit artikel bedoelde verbintenis.

Art. 19. De toezegging van de premie wordt aan de aanvrager bekendgemaakt na ontvangst door het bestuur van het document houdende vaststelling dat de verkoopprijs overeenkomstig artikel 16 van dit besluit werd bepaald en goedgekeurd.

De premie kan enkel toegekend worden wanneer het aangaan van de akte vóór de in lid 1 bedoelde kennisgeving plaatsvindt.

Art. 20. De premieaanvraag alsmede de toezeggingsbelofte vervallen indien de koopakte niet binnen drie jaar na de indieningsdatum van de aanvraag gesloten is.

Art. 21. De premie is aan de aanvrager toegekend in de vorm van een vermindering van de verkoopprijs. Zij is door het Waalse Gewest aan de verkoopinstelling gestort.

Art. 22. Het bedrag van de premie vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 6 en 8 mag nooit meer dan 12 pct. van de koopprijs van de huisvesting bedragen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 23. § 1. Tot de totale uitvoering van de bepalingen van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, betreffende de herstructurering van openbare instellingen voor de huisvesting is dit besluit, inzonderheid hoofdstuk III, van toepassing voor de premies voor het kopen van woningen die toebehoren aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, aan de Nationale Landmaatschappij en aan haar erkende maatschappijen.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 17 is de premieaanvraag rechtstreeks aan het bestuur door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij toegezonden wanneer zij als koper handelen. De premieaanvraag is aan het bestuur via de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij toegezonden wanneer de koper één van haar erkende maatschappijen is.

Art. 24. § 1. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten van woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1978 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983;

2° het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van premies voor het kopen van aan de overheidssector behorende woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1985.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de in § 1, 1° en 2° bedoelde bepalingen van toepassing op elke aanvraag ingediend tussen 15 september 1987 en 31 december 1987 die aan de voorwaarden van dit besluit niet voldoen.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 15 september 1987.

Art. 26. De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

F. 87 — 1655

2 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant l'approvisionnement des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers pour 1987 dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la directive 79/409/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et notamment l'article 9, 1, c;

Vu la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 29 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux modifié par les arrêtés royaux du 6 août 1974, 17 septembre 1976 et 2 février 1977, notamment les articles 6 et 9 et les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 1er et du 8 juillet 1982 et notamment l'article 6 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1984;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;